Nations Unies S/2020/397



Conseil de sécurité

Distr. générale
15 mai 2020
Français
Original : anglais

Lettre datée du 14 mai 2020, adressée au Secrétaire général et aux Représentants permanents des membres du Conseil de sécurité par le Président du Conseil de sécurité

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de l'exposé de Mme Jeanine Hennis-Plasschaert, Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'Iraq et Cheffe de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq, ainsi que des déclarations faites par les représentantes et représentants de la Chine, de la République dominicaine, de l'Estonie, de la France, de l'Allemagne, de l'Indonésie, du Niger, de la Fédération de Russie, de Saint-Vincent-et-les Grenadines, de l'Afrique du Sud, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, des États-Unis d'Amérique et du Viet Nam, à l'occasion de la visioconférence convoquée le mardi 12 mai 2020. Une déclaration a également été faite par le représentant de l'Iraq.

Conformément à la procédure définie dans la lettre datée du 7 mai 2020, adressée aux représentantes et représentants permanents des membres du Conseil de sécurité par le Président du Conseil de sécurité (S/2020/372), qui a été convenue en raison de la situation extraordinaire créée par la pandémie de maladie à coronavirus, le texte de l'exposé et des déclarations sera publié en tant que document du Conseil de sécurité.

Le Président du Conseil de sécurité
(*Signé*) Sven **Jürgenson**

20-06757 (F) 230520 280520







Annexe I

Exposé de Mme Jeanine Hennis-Plasschaert, Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'Iraq

On peut difficilement exagérer la magnitude des problèmes auxquels se heurte l'Iraq. Les profondes crises politique, sociale, économique et sécuritaire que connaît le pays sont aggravées par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et une baisse spectaculaire des prix du pétrole.

Alors que le système de santé iraquien était déjà au bord de l'effondrement avant l'épidémie de COVID-19, la première priorité était, et reste, la prévention d'une propagation rapide du virus. Dans ce contexte, je réaffirme notre appui aux autorités iraquiennes, et je réitère qu'aussi mobilisé soit-il, le Gouvernement ne réussira pas sans la participation active de l'ensemble de la population.

J'ai récemment ajouté ma voix à celles des autres Envoyés spéciaux au Moyen-Orient pour faire écho à l'appel du Secrétaire général à un cessez-le-feu mondial dans le sens le plus large, non seulement sur le plan militaire, mais également politique. De toute évidence, en cette période de crise grave, l'esprit partisan et les intérêts étroits doivent céder la place à l'intérêt supérieur national et au bien du peuple iraquien.

Malheureusement, alors que la situation économique de l'Iraq s'aggravait de jour en jour, les querelles politiques internes ont persisté et trois Premiers Ministres ont été désignés en à peine 10 semaines. Toutefois, un nouveau gouvernement a enfin été formé la semaine dernière. La Chambre des députés a confirmé Mustafa Al-Kadhimi en tant que nouveau Premier Ministre et approuvé son programme gouvernemental, ainsi que 15 ministres sur 22. Bien que cela se soit fait trop attendre, on s'en félicite. Les postes vacants doivent être pourvus rapidement, et il importe maintenant de nommer davantage de femmes et de représentants des minorités.

Les priorités annoncées par le nouveau Premier Ministre englobent la réponse à la crise sanitaire provoquée par la COVID-19, le développement et la réforme du secteur de la sécurité, la détention de l'exclusivité du contrôle des armes par l'État, le renforcement de l'économie, la lutte contre la corruption et la promotion du principe de responsabilité et de la justice. Il y a également la tenue d'un dialogue national, l'équilibre des relations extérieures, la protection de la souveraineté iraquienne, la promotion du retour des personnes déplacées dans leurs régions d'origine et l'organisation d'élections anticipées. Ces aspirations louables doivent être mises en pratique de toute urgence. Je tiens à souligner que l'Iraq ne peut s'offrir le luxe d'attendre et ne peut laisser s'implanter des politiques politiciennes destructrices.

Le nouveau Gouvernement n'a pris ses fonctions qu'il y a quelques jours, mais ses premières décisions sont prometteuses. Cependant, nous n'avons pas besoin d'une boule de cristal pour comprendre que le parcours sera semé d'embûches complexes. Comme je l'ai souligné à maintes reprises, les problèmes de l'Iraq ne sont pas apparus du jour au lendemain. Qui plus est, ils sont si nombreux qu'un gouvernement quel qu'il soit ne peut y remédier seul.

Il est donc extrêmement important de gérer les attentes du public. Aucun miracle soudain ne se produira. Il sera tout aussi important de mener une action d'envergure avec la participation de l'ensemble de la classe politique et de toutes les communautés, en s'appuyant sur un sentiment d'unité et d'urgence, en mettant l'accent sur le renforcement de l'assise nationale et en privilégiant l'intérêt national.

La pandémie de COVID-19 a rétabli de force le calme dans les rues mais, la confiance du public n'ayant jamais été aussi faible. Le peuple iraquien, qui appelle

à la création d'un Iraq plus prospère et inclusif, ne laissera pas tomber. L'Iraq doit mener à bien un grand nombre de tâches nationales urgentes et, pour retrouver la confiance du public, le Gouvernement doit prouver qu'il est capable de remplir des fonctions essentielles telles que le maintien de l'ordre public et la prestation des services publics.

S'agissant des élections anticipées, même si elles sont une priorité absolue pour de nombreux acteurs, le Parlement n'a pas encore achevé ses travaux concernant le cadre électoral, en particulier les questions contentieuses du découpage des circonscriptions et de la répartition des sièges.

Je réitère également le besoin urgent de responsabilités et de justice pour les nombreux manifestants innocents tués et blessés. Je tiens à souligner que nous jugeons encourageantes les premières mesures adoptées par le nouveau Premier Ministre, qui illustrent sa volonté de faire avancer le traitement de ces dossiers importants.

La situation économique actuelle révèle une fois de plus la vulnérabilité de l'Iraq du fait du manque flagrant de diversification économique. Les recettes pétrolières mensuelles de l'Iraq ont chuté de 6 milliards à 1,4 milliard de dollars entre février et avril. À un moment où le système financier mondial est saigné de toutes parts, il sera plus difficile que jamais d'avoir accès aux fonds internationaux.

En outre, les couvre-feux nécessaires pour contenir la pandémie de COVID-19 ont presque gelé l'activité commerciale, menaçant les moyens de subsistance déjà problématiques de nombreux Iraquiens qui ont besoin de leurs revenus quotidiens pour se nourrir et nourrir leurs familles.

La nécessité de diversifier les sources de revenus de l'Iraq est on ne peut plus claire. Il a été clairement démontré à maintes reprises que l'Iraq devait réduire sa dépendance par rapport au pétrole, réparer et moderniser ses infrastructures critiques, prendre des mesures à l'égard de sa fonction publique pléthorique et inefficace et bâtir des institutions nationales viables et efficaces. Il doit également lutter contre la corruption, le parrainage et le clientélisme et encourager le secteur privé national, tout en attirant des investissements étrangers.

L'Iraq a été clairement et maintes fois encouragé à créer un environnement sain qui favorise une croissance de grande ampleur et répartie équitablement ainsi que la création d'emplois, avec l'aide de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international, de l'ONU et d'autres partenaires. Cependant, sans mesures de suivi appropriées, le pays restera malheureusement peu à même de gérer ces chocs intenses.

L'économie devrait se contracter de 9,7 % en 2020, et le taux de pauvreté devrait atteindre environ 40 %. Des pertes considérables en termes de revenus du travail, ainsi qu'une diminution des débouchés économiques, sont attendues.

Il est essentiel de réitérer que la corruption est probablement la principale source de dysfonctionnement en Iraq. Elle porte préjudice aux Iraquiennes et Iraquiens moyens et dissuade les donateurs et les investisseurs potentiels, qui sont de plus en plus las de se battre contre le système pour avoir la possibilité d'aider le pays.

Les problèmes de sécurité nationaux, régionaux et internationaux continuent d'avoir une incidence sur le pays. Les déclarations incendiaires et les attaques et contre-attaques menées sur le sol iraquien sont indéniablement contreproductives et profondément regrettables. Bien qu'une accalmie ait été constatée au cours des dernières semaines, elles posent une menace constante à la stabilité de l'Iraq.

Je me dois de souligner que la manière dont les éléments armés, qui sont liés de diverses manières à l'État, choisiront de se comporter déterminera la façon dont

ils seront perçus par les Iraquiens et de nombreux autres acteurs. Je réitère que l'Iraq ne peut se permettre de devenir le théâtre de concurrences diverses et/ou de conflits par alliés interposés.

Il est également essentiel de prévenir toute tentative de résurgence de l'extrémisme violent. Il ne faut pas donner à l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) la possibilité d'intensifier ses activités. Le meilleur moyen de lutter contre le terrorisme est de faire en sorte que le Gouvernement réponde aux besoins de ses citoyens, en luttant contre les causes profondes qui continuent de permettre à des groupes tels que l'EIIL d'exister.

Pour ce qui est des préoccupations humanitaires à présent, nous accueillons avec prudence les efforts en cours pour améliorer les autorisations d'accès des travailleurs humanitaires, en particulier des organisations non gouvernementales en Iraq qui fournissent des services vitaux. Les partenaires humanitaires ont besoin de lettres d'accès pour passer les multiples points de contrôle dans leurs zones d'opérations. Malheureusement, de nombreuses demandes d'accès n'ont toujours pas été approuvées.

Actuellement, l'accès est encore plus limité en raison des restrictions aux déplacements liées à la COVID-19, ce qui ajoute un niveau de complexité supplémentaire. Il est urgent de trouver une solution pratique à long terme, notamment par la désignation d'un interlocuteur habilité qui serait en contact régulier avec les partenaires humanitaires sur les questions d'accès. J'espère sincèrement que les autorités iraquiennes vont agir sans plus attendre.

En ce qui concerne les relations entre Bagdad et Erbil, on ne peut toujours pas parler d'un accord définitif, pleinement accepté et mis en œuvre sur des questions fondamentales telles que le budget fédéral, ainsi que le pétrole et le partage des recettes. Au contraire, nous avons récemment assisté à un mouvement inverse, le précédent Gouvernement fédéral ayant annoncé qu'il allait interrompre les paiements à la Région du Kurdistan, ce qui remettrait en question les salaires des fonctionnaires. Indépendamment du bien-fondé de cette décision, le moment est des plus inopportuns. Les négociations entre Bagdad et Erbil sont en cours. Je ne peux qu'insister sur le fait qu'une stratégie durable et à long terme est nécessaire de toute urgence. Mais bien sûr, pour toute solution durable, il faut que chaque camp y mette du sien.

En ce qui concerne Sinjar, de nombreuses promesses ont été faites, mais jusqu'à présent rien n'a été signé et encore moins mis en œuvre, et ce sont les yézidis qui en payent le prix. Dans la Région du Kurdistan, comme ailleurs en Iraq, la transparence, la liberté d'expression, les grandes réformes et la lutte contre la corruption sont d'une importance capitale, tout comme l'unité politique. Les tensions internes récentes ne servent pas les intérêts du peuple kurde, loin s'en faut.

J'en viens maintenant à la question des nationaux koweïtiens et d'États tiers portés disparus et des biens koweïtiens disparus, y compris les archives nationales. Malgré les progrès sensibles réalisés récemment, le dernier exemple en date étant la découverte de restes humains dans un troisième charnier sur le site de Samaoua en janvier, la pandémie de COVID-19 a également eu des répercussions sur ce dossier. La 113e réunion du sous-comité technique, prévue le 20 avril, ainsi que d'autres activités ont dû être reportées. Les autorités koweïtiennes ont néanmoins pu procéder à des fouilles sur des lieux de sépulture au Koweït, comme cela avait été prévu à la précédente réunion du sous-comité technique, en février. Je voudrais encourager tous les membres de la Commission tripartite à suivre cet exemple et à travailler ensemble pour trouver d'autres moyens novateurs de surmonter les contraintes actuelles et de s'adapter à la nouvelle réalité.

En guise de conclusion, je voudrais revenir sur les convictions que d'innombrables Iraquiens ont exprimées avec courage ces derniers mois. Leurs espoirs et leurs revendications restent des questions brûlantes et doivent guider le nouveau Gouvernement. J'espère sincèrement qu'on ne laissera personne, que ce soit un parti, un individu ou une entité, détourner les demandes légitimes du peuple iraquien.

Dans cette optique, je tiens à saluer le grand ayatollah Al-Sistani, dont le calme et la sagesse sont un exemple pour nous tous. Je reste convaincue qu'un Iraq plus juste, plus prospère et plus résilient peut émerger des graves crises actuelles. Toutefois, pour que cela se produise, la volonté politique est fondamentale.

Comme je l'ai dit la dernière fois (voir S/PV.8676), l'Iraq doit passer de la gestion de crise sans fin à une approche plus productive, en renforçant la résilience tant au niveau de l'État qu'au sein de la société. Les calculs politiques et individuels à court terme ne servent pas les intérêts à long terme de l'Iraq – au contraire. Les défis sont nombreux, mais les possibilités le sont tout autant. Je tiens à réaffirmer l'appui continu de l'ONU au peuple iraquien ainsi qu'au nouveau Gouvernement.

Annexe II

Déclaration de M. Yao Shaojun, Représentant permanent adjoint par intérim de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général, Jeanine Hennis-Plasschaert, de son exposé très instructif. Nous saluons le travail qu'effectue la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq, conformément à son mandat. Je salue également la participation de l'Ambassadeur de l'Iraq à cette visioconférence.

Nous saluons la formation d'un nouveau Gouvernement iraquien, dirigé par le Premier Ministre Mustafa Al-Kadhimi. Le peuple iraquien a démontré une fois de plus qu'il a la volonté, la sagesse et la capacité de trouver des solutions aux problèmes auxquels il est confronté. La communauté internationale doit respecter et soutenir pleinement le peuple iraquien dans sa quête de paix et de développement. À cet égard, je voudrais souligner les trois points suivants.

Premièrement, nous devons respecter pleinement la souveraineté, l'indépendance politique et l'intégrité territoriale de l'Iraq. En cette période difficile, nous devons nous efforcer de créer un environnement favorable pour que le Gouvernement et le peuple iraquiens puissent faire avancer le processus de reconstruction dirigé et contrôlé par l'Iraq. Lorsqu'elle apporte son aide, la communauté internationale doit d'abord écouter le point de vue de l'Iraq, s'abstenir d'imposer des solutions et ne jamais s'ingérer dans les affaires intérieures du pays.

La Chine est préoccupée par les effets néfastes des tensions régionales sur la paix et la sécurité de l'Iraq. Nous appelons les parties concernées à entendre l'appel du Secrétaire général à un cessez-le-feu global, à faire preuve de retenue et à rechercher une désescalade immédiate. Comme le Secrétaire général et la Représentante spéciale l'ont souligné, l'Iraq ne doit pas devenir le théâtre de conflits extérieurs. Toute action militaire sur le territoire iraquien doit être soumise au consentement du Gouvernement iraquien.

Nous saluons les efforts que l'Iraq continue de déployer pour renforcer les relations avec ses voisins, et nous nous félicitons de la collaboration entre l'Iraq et le Koweït pour régler la question des personnes et des biens koweïtiens disparus.

Deuxièmement, nous devons aider l'Iraq à consolider ses réalisations en matière de lutte contre le terrorisme. Dans son récent rapport (S/2020/363), le Secrétaire général signale une hausse des activités des groupes terroristes en Iraq, qui sont à l'origine de 370 incidents depuis janvier, contre 187 à la même période l'année dernière. C'est un rappel inquiétant et clair que le terrorisme reste une menace immédiate. La communauté internationale doit continuer d'appuyer l'Iraq dans sa lutte contre les éléments terroristes encore présents et aider le pays à résoudre le problème des combattants terroristes étrangers.

Nous devons également aider l'Iraq à traduire les terroristes en justice conformément à la législation nationale pertinente et dans le plein respect de sa souveraineté et de sa juridiction. La Chine reconnaît le travail important accompli par l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes, dans le respect de son mandat, et l'encourage à collaborer étroitement avec le Gouvernement iraquien.

Troisièmement, nous devons soutenir les efforts de l'Iraq pour lutter contre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et encourager le développement socioéconomique. La menace de la pandémie aggrave les difficultés économiques et en matière de sécurité en Iraq. Nous appelons les partenaires internationaux, y

compris les organismes et institutions des Nations Unies compétents, à fournir une assistance accrue à l'Iraq afin d'améliorer son niveau de préparation et sa riposte à la COVID-19.

La Chine accorde de l'importance à son partenariat stratégique et à sa coopération amicale avec l'Iraq. Nous sommes aux côtés de l'Iraq dans cette crise de santé publique. Le mois dernier, une équipe d'experts médicaux chinois a achevé une mission en Iraq dans le cadre de la lutte contre la COVID-19. Les experts ont passé 50 jours sur place, se sont rendus dans neuf provinces, ont organisé 27 cours de formation à l'intention de plus d'un millier de membres du personnel médical et ont contribué au lancement d'un laboratoire de dépistage.

Les mesures pour atténuer l'incidence socioéconomique de la pandémie doivent être prises en parallèle des efforts de développement durable, qui sont indispensables pour maintenir la paix et la stabilité. La Chine se félicite donc de l'engagement pris par le nouveau Gouvernement iraquien de relancer l'économie, de réduire le chômage et d'améliorer les services publics.

La Chine estime que la communauté internationale a un rôle important à jouer pour aider l'Iraq à reconstruire ses infrastructures critiques, à éliminer la pauvreté, à garantir un meilleur accès aux soins de santé et à une éducation de qualité, et à améliorer les moyens de subsistance des Iraquiens ordinaires. Nous avons pris une part active et constructive à cet effort au cours des dernières années, notamment par l'intermédiaire de l'initiative « une Ceinture, une Route ».

Nous espérons sincèrement qu'avec le soutien énergique de la communauté internationale, le Gouvernement et le peuple iraquiens parviendront à bâtir une nation pacifique et prospère.

Annexe III

Déclaration de M. José Singer Weisinger, Envoyé spécial de la République dominicaine auprès du Conseil de sécurité

Nous souhaitons tout d'abord exprimer nos condoléances les plus sincères à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali et au Tchad, ainsi que notre condamnation de la récente attaque perpétrée contre les Casques bleus au Mali.

Nous tenons à remercier Mme Hennis-Plasschaert pour son exposé et pour son leadership.

Nous saluons les efforts déployés par la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) pour soutenir les mesures mises en œuvre par le Gouvernement iraquien et le Gouvernement de la Région du Kurdistan afin de faire face à la crise sanitaire actuelle et de prévenir une épidémie plus importante de la maladie à coronavirus (COVID-19).

La République dominicaine exprime son soutien au Premier Ministre récemment élu, M. Mustafa Al-Kadhimi, et note avec satisfaction ses aspirations à renforcer l'économie, à lutter contre la corruption et à restaurer la souveraineté de l'État, ainsi que sa volonté d'adopter une nouvelle approche face aux troubles sociaux en rencontrant et en consultant les manifestants.

En ce qui concerne les relations entre Bagdad et Erbil, nous saluons la coopération entre le Gouvernement fédéral et le Gouvernement de la Région du Kurdistan sur les questions relatives à la sécurité, en particulier la lutte contre les dernières poches de l'État islamique, ainsi que l'engagement continu à régler les questions en suspens, y compris par le biais d'un accord sur le partage des revenus pétroliers.

De même, nous saluons les efforts déployés par l'Iraq pour favoriser les relations avec d'autres pays en matière de stabilité régionale, de coopération pour contrer l'État islamique, de reconstruction de l'Iraq et de relations bilatérales, y compris l'ouverture d'un dialogue entre les États-Unis et l'Iraq sur la base de l'accord-cadre stratégique de 2013.

Par ailleurs, il est très préoccupant de constater que l'État islamique se renforce progressivement et accroît son activité. C'est pourquoi nous invitons la communauté internationale à redoubler d'efforts et à collaborer étroitement avec l'Iraq pour empêcher la résurgence de l'État islamique et de ses crimes odieux.

Sur la question des droits de l'homme, nous condamnons les récents actes de violence, disparitions et meurtres perpétrés contre des journalistes, des manifestants et des militants par des hommes non identifiés pendant la pandémie de COVID-19. En outre, nous encourageons l'ouverture d'une enquête approfondie sur ces incidents en vue d'en identifier les auteurs et d'établir les responsabilités.

En ce qui concerne la situation humanitaire, nous encourageons le Gouvernement fédéral et le Gouvernement de la Région du Kurdistan à travailler en étroite collaboration avec la direction du coordonnateur humanitaire afin de rationaliser la communication et les processus dans toutes les provinces en vue de faciliter la fourniture de l'aide, ainsi que pour assurer une préparation cohérente face à l'épidémie de COVID-19.

Compte tenu des données récentes relatives à l'augmentation constante des cas de violence fondée sur le genre, y compris la violence domestique, suite à la mise en œuvre de mesures visant à prévenir la propagation de la COVID-19, nous

demandons instamment à la MANUI de collaborer activement avec les organisations de la société civile qui traitent de la violence fondée sur le genre afin de trouver des moyens de mieux remédier à ce problème et d'aider le Gouvernement dans cette tâche.

En ce qui concerne la question non résolue des personnes disparues au Koweït et dans des pays tiers, nous nous félicitons des progrès réalisés à ce jour par les membres du Mécanisme tripartite dans la recherche des prisonniers et des personnes disparues signalés par le Koweït, des récentes découvertes de restes humains et de la dévolution des biens et des dossiers fédéraux.

Enfin, nous attendons avec impatience la formation rapide d'un gouvernement inclusif qui assure la participation des femmes et des jeunes et qui s'attaque, avec la diligence et la responsabilité qui s'imposent, aux principaux défis auxquels le pays est confronté. En outre, nous espérons que toutes les parties pourront favoriser la réconciliation et le dialogue politique en vue de mettre fin à l'impasse politique continue et qui, par conséquent, empêche les autorités de procéder aux réformes sociales et économiques nécessaires.

Annexe IV

Déclaration de M. Sven Jürgenson, Représentant permanent de l’Estonie auprès de l’Organisation des Nations Unies

Je tiens à remercier la Représentante spéciale Jeanine Hennis-Plasschaert pour son exposé et pour l’excellent travail qu’elle-même et son équipe accomplissent en appui au Gouvernement iraquien.

Comme l’a indiqué la Représentante spéciale, l’Iraq est confronté à une série de défis de taille, notamment dans les domaines politique, économique et sécuritaire. En outre, l’impact de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a encore aggravé la situation. Nous nous félicitons des mesures prises par le Gouvernement iraquien pour contenir la propagation du virus.

Compte tenu de l’urgence de relever efficacement ces multiples défis, et afin de répondre aux besoins de la population, il est essentiel que tous les acteurs politiques mettent leurs différences de côté et que l’unité et la solidarité nationales prévalent.

Nous nous félicitons du fait nouveau survenu jeudi dernier, le Parlement iraquien ayant approuvé le nouveau Gouvernement dirigé par le Premier Ministre Mustafa Al-Kadhimi. Nous espérons que les sièges ministériels restants seront pourvus rapidement et que les femmes seront incluses dans l’attribution des postes restants dans le cadre des efforts visant à assurer leur pleine participation au processus politique. C’est là une étape importante pour répondre aux aspirations légitimes du peuple iraquien. Nous appelons la communauté internationale à soutenir les efforts menés par le Premier Ministre Al-Kadhimi pour mettre en place un Iraq démocratique, pacifique et prospère.

Nous appelons le nouveau Gouvernement à accélérer les réformes structurelles, y compris les réformes économiques, à améliorer la gouvernance et à prendre des mesures efficaces pour lutter contre la corruption et mettre en œuvre l’état de droit. Pour améliorer la stabilité de l’Iraq, il est essentiel de procéder à une réforme du secteur de la sécurité et de placer l’ensemble des forces armées sous le contrôle de l’État.

Comme cela figure parmi les priorités du nouveau Gouvernement, nous encourageons l’Iraq à mener à bien le processus de réforme électorale, à organiser des élections libres, équitables et crédibles et à continuer à collaborer avec l’ONU pour obtenir une assistance et un soutien techniques.

Alors que les tensions régionales continuent d’affecter la stabilité de l’Iraq, nous réaffirmons que tous les acteurs doivent respecter la souveraineté et l’intégrité territoriale du pays. Nous soutenons pleinement l’appel du Secrétaire général à un cessez-le-feu mondial et appelons tous les acteurs à s’abstenir de toute action militaire qui menacerait la stabilité de l’Iraq. Il est également primordial de ne pas permettre à l’État islamique d’Iraq et du Levant de tirer profit des défis accrus, y compris ceux causés par la COVID-19. Le soutien continu de la communauté internationale à la sécurité et à la reconstruction de l’Iraq reste d’une importance capitale.

Les rapports continus de violations des droits de l’homme à l’encontre des manifestants, des activistes de la société civile et des défenseurs des droits de l’homme sont très inquiétants. Comme les mesures restrictives liées à la COVID-19 seront bientôt levées, il est crucial que les autorités garantissent la liberté d’expression et de réunion, protègent les manifestants pacifiques contre la violence, enquêtent sur toutes les violations et veillent à ce que les responsables rendent des comptes.

Malheureusement, la propagation de la pandémie de COVID-19 a le plus grand impact sur les populations vulnérables. Cela nécessite des mesures supplémentaires

pour prévenir la violence fondée sur le sexe, y compris le soutien aux victimes de la violence domestique. Nous exhortons également le Gouvernement iraquien à œuvrer avec l'ONU à trouver des solutions durables pour le grand nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays et à assurer leur retour en toute sécurité et dans la dignité dans leurs lieux d'origine.

En conclusion, je voudrais exprimer l'entière solidarité de l'Estonie avec l'Iraq en ces temps difficiles et appeler le nouveau Gouvernement à travailler avec l'ONU et ses partenaires internationaux à la stabilité, à la prospérité et à la paix.

Annexe V

Déclaration de Mme Anne Gueguen, Représentante permanente adjointe de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies

[Original : anglais et français]

Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général, Mme Hennis-Plasschaert, pour sa présentation et le travail remarquable que la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) accomplit sous sa direction. Elle a le plein soutien de la France dans sa mission.

La France félicite le nouveau Premier Ministre, M. Mustapha Al-Kadhimi, pour sa nomination et la formation du Gouvernement iraquien. Nous sommes convaincus que les postes gouvernementaux restants seront bientôt pourvus, avec la participation des femmes.

Comme l'a souligné la Représentante spéciale du Secrétaire général, l'Iraq est confronté à de nombreux défis internes, régionaux et économiques. Et la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) vient s'ajouter à cette situation déjà difficile. Il est essentiel que nous apportions tous notre soutien à l'Iraq en ce moment crucial, pour contenir et atténuer la pandémie qui pourrait avoir des conséquences dramatiques, notamment pour les plus vulnérables, et pour consolider le projet démocratique national du pays. Je souhaiterais souligner quatre points.

Premièrement, il est essentiel que le nouveau Gouvernement iraquien remette en question le statu quo dans le pays afin d'être à la hauteur des attentes du peuple iraquien. Des réformes significatives sont nécessaires : lutter contre la corruption, promouvoir une croissance et une diversification économiques durables, rationaliser la bureaucratie, améliorer les services publics, assurer l'égalité des sexes. Les femmes iraquiennes ont également participé courageusement aux manifestations et la diversité de leurs voix et de leurs revendications doit être prise en compte dans tout processus politique et décisionnel.

Les premières mesures annoncées par le Premier Ministre Al-Kadhimi sont encourageantes, en particulier la commission chargée d'identifier les responsables de la répression des manifestants. En effet, la reddition de comptes est cruciale pour un Iraq stable et démocratique à long terme. L'inclusion de membres de la société civile dans cette commission est un signal positif et nous encourageons le Gouvernement iraquien à poursuivre l'engagement avec la société civile dans tous les domaines.

Des élections libres, équitables, ouvertes à tous et transparentes constitueront également une étape majeure sur la voie d'un Iraq souverain et démocratique.

Deuxièmement, il est crucial que l'Iraq reste à l'écart des tensions régionales, conformément à l'appel du Secrétaire-général à un cessez-le-feu mondial. C'est essentiel pour la stabilité du pays et pour faciliter la lutte contre la COVID-19. Elle est également indispensable à la poursuite de la lutte contre Daech, pour laquelle la coalition internationale joue un rôle crucial en soutien au Gouvernement iraquien. À cet égard, il est également essentiel que tous les groupes armés soient effectivement sous le contrôle des autorités de l'État.

Troisièmement, la situation humanitaire reste très préoccupante, en particulier dans le contexte de la pandémie. Nous sommes profondément préoccupés par la situation des 1,4 million de personnes déplacées à l'intérieur du pays, qui sont extrêmement vulnérables. Les efforts de prévention et de réponse à la COVID-19 doivent être intensifiés, notamment dans les camps de personnes déplacées et de réfugiés. Un accès humanitaire rapide, sûr et sans entrave, qui est devenu plus difficile ces derniers mois, est plus nécessaire que jamais. Dans

ce contexte, la France poursuivra ses efforts d'assistance, en particulier dans le domaine de l'aide humanitaire et de la santé, qui est pour nous une priorité de longue date, notamment la reconstruction et le développement de la faculté de médecine à Mossoul et la construction d'un hôpital à Sinjar. La France soutiendra en particulier les survivants de violences sexuelles à Sinjar dans le cadre de l'action du Fonds mondial pour les personnes rescapées.

Quatrièmement, dans ce contexte, il est essentiel que la MANUI conserve un mandat solide pour soutenir le peuple et le Gouvernement iraquiens. Son rôle en faveur d'un dialogue politique inclusif, de la réconciliation, de l'assistance électorale, des droits de l'homme et de la redevabilité est indispensable. Nous encourageons aussi vivement la MANUI à poursuivre son engagement auprès de la société civile.

Enfin, je souhaite dire un mot sur les développements concernant les ressortissants koweïtiens et de pays tiers disparus et les biens koweïtiens disparus, y compris les archives nationales. Des progrès sont réalisés mois après mois sur cette question importante, malgré certains retards inévitables dus à la pandémie. Il est important que la coopération entre tous les acteurs concernés reste forte.

Qu'il me soit permis de conclure en disant que notre conviction est qu'un Iraq souverain, inclusif et prospère est la clef d'un Moyen-Orient stable et en paix. Et mon pays est déterminé à se tenir fermement aux côtés du peuple iraquien et de son gouvernement en ces temps difficiles.

Annexe VI

Déclaration de M. Juergen Schulz, Représentant permanent adjoint de l'Allemagne auprès de l'Organisation des Nations Unies

Nous continuons de soutenir pleinement les efforts de la Représentante spéciale du Secrétaire général, Jeanine Hennis-Plasschaert, et de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq en appui au peuple et au Gouvernement iraquiens.

L'Allemagne se félicite de la formation du nouveau Gouvernement, dirigée par le Premier Ministre Mustafa Al-Kadhimi. Nous espérons que le processus de formation du Gouvernement sera mené rapidement à son terme, et que des femmes seront nommées à des postes ministériels.

Depuis octobre 2019, des manifestants pacifiques en Iraq ont exprimé, et continuent d'exprimer, des exigences sérieuses et légitimes à l'endroit des dirigeants politiques et des acteurs parlementaires iraquiens. Nous avons pris note du fait que les priorités déclarées du Gouvernement du Premier Ministre Al-Kadhimi, de même d'ailleurs que les premières mesures annoncées par son cabinet, reflètent ces exigences. Parmi ces priorités figurent la préparation d'élections anticipées, la lutte contre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et la crise économique, la concentration du contrôle de l'État sur les armes, l'adoption du budget fédéral pour 2020, la conduite d'un dialogue national, la réalisation d'enquêtes sur les violences contre les manifestants, la sauvegarde de la souveraineté iraquienne, la poursuite de la lutte contre la corruption et la garantie du retour des déplacés.

Nous appelons le nouveau Gouvernement et tous les dirigeants politiques iraquiens à prendre des mesures rapides et efficaces en vue d'appliquer ces réformes urgentes afin de répondre aux besoins et exigences légitimes du peuple iraquien, de regagner la confiance publique et d'améliorer la vie des citoyens iraquiens.

Nous relayons l'appel du Secrétaire général en faveur d'un processus politique auquel les femmes, les jeunes et les communautés d'Iraq dans toute leur diversité, y compris les minorités ethniques, religieuses et autres, puissent participer activement.

La mise en œuvre de réformes profondes est d'autant plus urgente dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et de la multiplication des difficultés d'ordre politique, économique, sécuritaire, social et sanitaire. L'Allemagne, qui compte parmi les principaux donateurs à l'Iraq, est prête à continuer d'apporter un appui substantiel au pays et à collaborer étroitement avec le nouveau Gouvernement iraquien pour relever ces défis et construire un Iraq prospère et stable.

Dans ce contexte, nous restons préoccupés par les difficultés auxquelles sont confrontées les organisations non gouvernementales (ONG) nationales et internationales depuis décembre 2019, difficultés qui entravent leur action essentielle dans le cadre des efforts humanitaires, de stabilisation et de développement. L'absence de procédure d'accès efficace pour les ONG a également, malheureusement, une incidence sur la riposte opposée à la COVID-19.

Nous restons profondément préoccupés par les informations faisant état d'arrestations et de violences à l'encontre de manifestants, de militants de la société civile, de défenseurs des droits humains et de journalistes. Face aux manifestations populaires, de graves violations des droits de la personne ont été commises contre des manifestants pacifiques. Les tentatives systématiques de menacer les populations et de les empêcher d'exercer leur droit fondamental de réunion pacifique et leur liberté d'expression sont inacceptables.

Le Gouvernement iraquien a l'obligation de protéger tous les manifestants pacifiques, les militants de la société civile et les défenseurs des droits humains,

ainsi que leurs droits fondamentaux. Nous saluons l'engagement personnel du Premier Ministre Al-Kadhimi dans ce sens.

Tous les cas au cours desquels un usage excessif de la force par les forces de sécurité ou d'autres groupes armés a fait des morts ou des blessés parmi les manifestants, de même que tous les autres actes de violence, y compris ceux qui visaient les forces de sécurité, et les détentions illégales doivent faire l'objet d'enquêtes indépendantes et transparentes. Il reste de la plus haute importance que les auteurs de tous les crimes commis répondent de leurs actes. À cet égard, nous sommes encouragés par les premières mesures prises par le Gouvernement Al-Kadhimi pour libérer les détenus arrêtés pendant les manifestations et faire avancer les enquêtes.

Nous sommes également préoccupés par les informations faisant état d'une augmentation des niveaux de violence domestique pendant l'actuel couvre-feu lié à la COVID-19 et nous appelons le Gouvernement iraquien à prendre des mesures concrètes pour garantir que les victimes aient accès à des services de protection appropriés et que les auteurs des actes de violence domestique rendent des comptes. Nous nous félicitons de la poursuite du dialogue entre Bagdad et Erbil et nous encourageons les deux parties à résoudre toutes les questions en suspens, notamment celles liées aux ressources naturelles, au partage des recettes et aux accords de sécurité.

Nous sommes toujours préoccupés par les conséquences des tensions régionales en Iraq et nous appelons tous les acteurs régionaux et internationaux à continuer de faire preuve de retenue et d'œuvrer en faveur de la désescalade.

Il faut éviter que l'Iraq ne soit entraîné dans des affrontements régionaux ou ne devienne une arène pour de tels affrontements. Au contraire, l'Iraq devrait être en mesure d'entretenir des relations amicales avec tous ses voisins et partenaires.

Nous condamnons les attaques répétées à la roquette en Iraq, visant les troupes de la coalition contre l'État islamique d'Iraq et du Levant. Ces attaques sont inacceptables et mettent en péril les succès enregistrés dans la lutte contre l'État islamique. La poursuite de la coopération entre le Gouvernement iraquien et ses partenaires internationaux en matière de lutte contre le terrorisme est essentielle. Sinon, l'Iraq et la communauté internationale seront confrontés à un risque élevé de résurgence du soi-disant État islamique en Iraq et dans la région.

Annexe VII

Déclaration de M. Dian Triansyah Djani, Représentant permanent de la République d’Indonésie auprès de l’Organisation des Nations Unies

Je voudrais tout d’abord exprimer nos condoléances les plus sincères pour les Casques bleus de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali qui ont perdu la vie.

Je voudrais également exprimer notre gratitude à la Représentante spéciale du Secrétaire général, Jeanine Hennis-Plasschaert, pour les importantes informations actualisées qu’elles a fournies. Après son dernier exposé, au début du mois de mars (voir S/PV.8739), nous sommes heureux d’apprendre que l’Iraq avance sur la voie du relèvement et de la reconstruction et qu’il y a des signes de progrès vers un processus stable d’édification de l’État.

En outre, l’Indonésie voudrait réitérer son appui à la souveraineté, à l’indépendance et à l’intégrité territoriale de l’Iraq. Je voudrais également souligner, comme l’a indiqué Jeanine, que les attaques et les contre-attaques sur le territoire iraquien continuent de faire peser une menace sur la stabilité du pays.

Par ailleurs, je voudrais souligner ce qui suit.

Premièrement, en ce qui concerne la situation politique, à l’instar du Secrétaire général, nous nous félicitons de la formation du nouveau Gouvernement iraquien, dirigé par le Premier Ministre Mustafa Al-Kadhimi. L’Iraq étant une jeune démocratie, le chemin qu’il a à parcourir ne sera pas facile; cependant, si nous donnons toujours la priorité aux intérêts du peuple plan, les efforts déployés aboutiront aux résultats escomptés. Tout particulièrement, dans une période aussi difficile que celle-ci, l’Iraq a besoin d’un gouvernement stable et efficace, et les autorités doivent joindre leurs efforts dans un esprit d’unité nationale pour relever les défis auxquels le peuple iraquien est confronté. Cela permettra au Gouvernement de fournir des services de base et de répondre aux besoins, revendications et intérêts immédiats des diverses communautés iraquiennes, y compris les minorités ethniques et religieuses, les femmes et les jeunes.

Nous saluons également les priorités présentées par le Premier Ministre Al-Kadhimi en matière de lutte contre la pandémie de la maladie à coronavirus (COVID-19) et de responsabilisation, comme l’a mentionné Jeanine. En outre, comme l’indique le rapport du Secrétaire général (S/2020/363), la pandémie de COVID-19 a eu un impact considérable sur la situation générale en Iraq et a aggravé les problèmes d’ordre politique, économique et humanitaire et en matière de sécurité, entre autres.

À cet égard, pour améliorer la situation économique, qui a également été compromise par la pandémie, et pour compenser la chute des prix mondiaux du pétrole, il faut entreprendre des réformes structurelles, lutter contre la corruption et promouvoir une croissance et une diversification économiques durables. Il est facile pour nous de prononcer ces paroles, mais ce qui est plus important, c’est de les concrétiser en apportant notre appui à l’Iraq. En effet, il est dans l’intérêt de la communauté internationale d’appuyer la croissance économique et la stabilité du pays. Un Iraq stable et prospère contribuera à la paix dans la région.

Deuxièmement, en ce qui concerne la situation en matière de sécurité, l’Indonésie est préoccupée par le fait que les derniers éléments de l’État islamique d’Iraq et du Levant ont continué de lancer de fréquentes attaques contre les civils et les forces de sécurité dans certaines régions. L’EIIL a doublé son activité et revendiqué la responsabilité de 370 incidents depuis janvier 2020, contre 187 durant

la même période l'année dernière. Nous exprimons notre appui au Gouvernement et aux forces de sécurité dans leurs efforts pour lutter contre le terrorisme.

La sécurité et la stabilité sont essentielles à l'édification de l'État et au développement économique. Il en va de même pour l'appui apporté par les pays de la région et certains pays clefs en faveur de la stabilité et de la stabilité de l'Iraq, ce qui sera avantageux pour la région et le monde entier.

Troisièmement, s'agissant de la situation humanitaire, nous saluons les efforts déployés par le Gouvernement, avec l'appui de l'ONU, pour améliorer la situation humanitaire, notamment en apportant des solutions durables aux personnes déplacées. Nous notons également que les efforts concernant les nationaux du Koweït et d'États tiers portés disparus, ainsi que la restitution des biens koweïtiens, ont été retardés en raison des contraintes liées à la pandémie de COVID-19. Néanmoins, nous sommes convaincus qu'il est possible de faire des progrès si les membres de la Commission tripartite poursuivent leur collaboration.

Pour terminer, l'Indonésie appuie les activités de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) ainsi que la prorogation de son mandat ce mois-ci. Nous sommes certains que les activités menées par la MANUI à l'appui du Gouvernement et du peuple iraquiens, notamment en ce qui concerne la riposte face à la COVID-19, seront d'une importance capitale pour le bien-être du peuple iraquien et de la région.

Comme cela a été indiqué, l'Iraq ne peut pas s'offrir le luxe d'attendre. Il nous incombe donc, au sein du Conseil, de ne pas oublier le peuple iraquien, qui compte sur la communauté internationale, en particulier en cette période de COVID-19. Faisons-en sorte que le peuple iraquien passe le mois du ramadan en paix.

Annexe VIII

Déclaration de M. Abdou Abarry, Représentant permanent du Niger auprès de l'Organisation des Nations Unies

Le Niger a été choqué par les attaques gratuites qui ont pris pour cible les Casques bleus au Mali et des mères et des enfants innocents en Afghanistan.

Je tiens à remercier Jeanine Hennis-Plasschaert de son exposé et pour le travail considérable qu'elle accomplit avec son équipe en Iraq, dans un environnement complexe. Nous saluons également la présence du représentant de l'Iraq à cette séance.

Le Niger se félicite de la formation d'un nouveau Gouvernement en Iraq. Nous nous réjouissons à la perspective de travailler avec le Premier Ministre Mustafa Al-Kadhimi et les membres de son cabinet. Nous prenons note du programme de réforme du nouveau Gouvernement, qui consiste notamment à

> « faire face à la crise sanitaire liée à la COVID-19, faire passer le contrôle des armes à l'État seul, renforcer l'économie, protéger les manifestants, équilibrer les relations extérieures, préserver la souveraineté iraquienne des interférences extérieures et assurer le retour des personnes déplacées vers leurs lieux d'origine » (*S/2020/363, par. 9*).

Nous leur souhaitons bonne chance dans cette nouvelle entreprise.

Nous réitérons également nos encouragements aux autorités iraquiennes dans le cadre des efforts qu'elles continuent de déployer pour établir des relations amicales avec les pays voisins et développer leurs partenariats aux niveaux régional et mondial. Dans le même ordre d'idées, nous appelons toutes les parties prenantes, en Iraq et à l'étranger, à faire preuve de la plus grande retenue dans l'intérêt du peuple iraquien. Comme l'a indiqué la Représentante spéciale du Secrétaire général, Jeanine Hennis-Plasschaert, dans la salle du Conseil le 3 mars (voir S/PV.8739), l'Iraq revient de loin. Les efforts réalisés, si minimes soient-ils, doivent être appréciés, soutenus et encouragés.

Le Niger soutient les efforts déployés par la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) pour trouver une solution durable en Iraq en favorisant le dialogue entre les partis politiques et les gouvernements régionaux, en renforçant les institutions de l'État et en fournissant notamment une assistance aux processus électoraux conformément à son mandat. L'appui apporté par la MANUI à la Haute Commission électorale indépendante pour reconstruire ses moyens opérationnels institutionnels et électoraux est plus important que jamais, en ce moment où les Iraquiens ont finalement formé un gouvernement.

En outre, le processus politique doit contribuer à la recherche de solutions aux multiples problèmes auxquels se heurte l'Iraq. Le Niger reste convaincu qu'un processus durable doit inclure les femmes, et, à cet égard, il accueille avec satisfaction les consultations entre la MANUI et le Groupe consultatif des Iraquiennes, dont la volonté d'être représentées à tous les niveaux de participation politique et de bénéficier d'une protection reste légitime.

Le Niger salue la détermination de la MANUI, de la Commission tripartite et du Comité international de la Croix-Rouge à régler la question des nationaux du Koweït et d'États tiers portés disparus et des biens koweïtiens disparus, notamment les archives de la première guerre du Golfe. Nous nous félicitons également des découvertes récentes, car cela permettra à certains Koweïtiens de tourner la page et favorisera l'amélioration des relations entre les deux pays.

Le Niger reste profondément préoccupé par les actes de violence dont sont victimes les manifestants pacifiques et les journalistes. Nous appelons le nouveau Gouvernement à accélérer la recherche des coupables et à les amener à répondre de leurs actes, dans le respect de l'état de droit et de la Constitution iraquienne.

Nous nous associons également à l'appel du Secrétaire général pour exhorter le Gouvernement iraquien à adopter des mesures tangibles afin de protéger tous les manifestants pacifiques, les activistes de la société civile et les défenseurs des droits de l'homme.

L'Iraq, comme tous les autres pays, n'est pas à l'abri de la maladie à coronavirus (COVID-19). En effet, nous venons d'apprendre que la COVID-19 a provoqué l'arrêt de multiples activités. Ma délégation salue l'engagement rapide et actif du Gouvernement iraquien, qui s'est joint aux efforts mondiaux visant à contenir la propagation rapide de la pandémie avec l'aide de l'Organisation mondiale de la Santé et de la MANUI. Toujours dans un but d'endiguement, nous l'appelons à accorder une grâce spéciale ; à mettre fin aux arrestations massives des personnes qui enfreignent le couvre-feu ; et à prendre des mesures visant à prévenir les violences potentielles, y compris des solutions pouvant se substituer aux visites familiales et l'information rapide des détenus.

En sus de la COVID-19, le terrorisme représente une menace tout aussi dangereuse. Nous remercions l'ONU de son appui continu à la stabilisation des cinq provinces iraquiennes qui étaient auparavant contrôlées par l'État islamique d'Iraq et du Levant. Néanmoins, ce groupe terroriste continue d'opérer en Iraq et de commettre des attaques contre sa population et les soldats étrangers présents dans le pays. Nous appelons les autorités iraquiennes à continuer, avec l'appui de leurs partenaires, de lutter contre les terroristes tout en garantissant le respect du droit international des droits de l'homme.

Ma dernière observation porte sur l'accès humanitaire. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, 4,1 millions de personnes en Iraq auront besoin d'une assistance humanitaire cette année. Le Niger appelle le Gouvernement à prendre des mesures immédiates pour faciliter l'accès sûr, rapide et sans entrave des organisations humanitaires pour qu'elles puissent assurer l'aide humanitaire et la protection aux personnes touchées.

Je termine en réitérant l'appui du Niger à l'action que mène la MANUI conformément au mandat que lui a confié le Conseil de sécurité. Enfin, je prie la communauté internationale d'apporter son soutien au nouveau Gouvernement et à ses réformes afin que l'Iraq n'entre pas dans une nouvelle période sombre.

Annexe IX

Déclaration de M. Vladimir Safronkov, Représentant permanent adjoint de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Nous remercions la Représentante spéciale du Secrétaire général, Jeanine Hennis-Plasschaert, de ses efforts inlassables, et exprimons notre gratitude et notre soutien à la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) pour les efforts qu'elle déploie dans cet environnement extrêmement compliqué. Nous apprécions vivement ce que fait la Mission dans ce pays. Nous saluons également la participation du Représentant permanent de l'Iraq à la présente séance.

Nous nous félicitons de la nomination du nouveau Premier Ministre, et nous prenons note avec satisfaction de l'approbation du programme de son gouvernement par le Parlement. Nous sommes au courant des priorités du Gouvernement, qui englobent l'organisation d'élections libres et régulières, la mobilisation de toutes les ressources pour combattre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), l'ouverture d'un dialogue national, la protection de la souveraineté du pays, la lutte contre le terrorisme, et d'autres objectifs. Nous sommes prêts à appuyer – et nous appuyons déjà – tous les efforts visant à améliorer la situation en Iraq, pays ami.

La pandémie de COVID-19 a un impact profond sur la situation générale en Iraq et a multiplié les problèmes d'ordre politique, économique et humanitaire dans le pays. Dans ce contexte, il est important que la communauté internationale appuie Bagdad alors qu'elle élabore des mesures globales pour lutter contre l'épidémie de COVID-19.

Nous sommes fermement convaincus, et nous réitérons, que seuls un dialogue sans exclusive et la réconciliation permettront de régler les différends internes en Iraq et de rétablir l'entente mutuelle entre Bagdad et Erbil. L'amélioration de leurs relations aidera l'Iraq à promouvoir la sécurité et l'utilisation efficace de ses capacités économiques. Nous encourageons donc une fois de plus les deux parties à conclure et à mettre en œuvre un accord global sur toutes les questions en suspens.

Nous notons que l'épidémie de COVID-19 a provoqué une suspension des manifestations dans tout le pays. À cet égard, nous appelons toutes les parties à continuer d'agir avec retenue. Nous estimons néanmoins qu'il serait inacceptable que des acteurs extérieurs exploitent la situation nationale.

L'Iraq ne doit pas être entraîné dans une conflagration régionale ou devenir le théâtre de différends régionaux ou de règlements de comptes. De telles tentatives seraient contraires au droit international, violeraient la souveraineté de l'Iraq et nuiraient aux intérêts nationaux du pays. Nous apprécions et encourageons les efforts constants de l'Iraq visant à établir des relations constructives et fructueuses avec tous ses voisins et la région dans son ensemble.

Il est grand temps de commencer à appliquer la résolution 598 (1987), d'élaborer des mesures visant à renforcer la sécurité de la région et d'examiner de plus près les autres initiatives pertinentes, notamment le concept de sécurité russe pour la région du Golfe, les idées constructives de la France et la proposition de paix de l'Iran. Je suis fermement convaincu que la MANUI pourrait contribuer de manière significative à la normalisation de l'environnement politique concernant l'Iran, étant donné que la Représentante spéciale a un bureau à Téhéran. Nous devons exploiter ce potentiel pour normaliser l'environnement opérationnel en ces temps difficiles. Nous sommes profondément préoccupés par le fait que l'État islamique d'Iraq et du Levant tente déjà d'exploiter la pandémie et d'intensifier ses activités. Je serais reconnaissant à la Représentante spéciale de nous faire part de ses commentaires à cet égard.

Annexe X

Déclaration de Mme Inga Rhonda King, Représentante permanente de Saint-Vincent-et-les Grenadines auprès de l’Organisation des Nations Unies

Nous remercions à notre tour la Représentante spéciale, Mme Hennis-Plasschaert, de son exposé instructif et de son leadership dans ces circonstances extraordinairement difficiles. Je salue également la présence de mon ami et collègue, l’Ambassadeur Mohammed Hussein Bahr Aluloom, Représentant permanent de l’Iraq.

Saint-Vincent-et-les Grenadines salue les progrès accomplis en Iraq au niveau politique, notamment en ce qui concerne la formation du nouveau Gouvernement. L’Iraq est actuellement aux prises avec la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), et nous reconnaissons et saluons la mobilisation rapide du Gouvernement en vue d’endiguer sa propagation. Nous apprécions également la coordination entre la Mission d’assistance des Nations Unies pour l’Iraq (MANUI) et l’Organisation mondiale de la Santé en vue d’appuyer les mesures prises par le Gouvernement à cet égard. Nous réitérons que la lutte contre la COVID-19 est une lutte commune qui repose sur une étroite coopération.

Nous encourageons le Gouvernement à maintenir la dignité humaine au centre de ses efforts de lutte contre la COVID-19, à protéger les personnes les plus vulnérables, notamment les personnes déplacées, et à mettre en place les mécanismes et les lois nécessaires pour protéger les victimes de violence domestique. Nous soulignons également la nécessité de garantir l’acheminement sans entrave de l’aide humanitaire aux personnes dans le besoin. La plupart des personnes devant bénéficier d’une aide humanitaire dans le cadre du plan d’aide humanitaire sont des personnes déplacées, et nous saisissons cette occasion pour souligner qu’il faut que les autorités compétentes facilitent le retour volontaire, sûr et digne et la réintégration des personnes déplacées conformément au droit international.

Outre la lutte contre la pandémie, l’Iraq est toujours en train de se remettre de la guerre contre le terrorisme, et nous restons préoccupés par le fait que les éléments résiduels de l’État islamique d’Iraq et du Levant continuent de lancer de fréquentes attaques contre la population.

Nous félicitons la MANUI pour son engagement constructif en Iraq, notamment sa volonté de régler la question des personnes et des biens koweïtiens disparus, et nous saluons les efforts du Ministère iraquien de la défense ainsi que l’appui du Comité international de la Croix-Rouge à cet égard.

En ce qui concerne la voie qui doit conduire l’Iraq à la réconciliation et à la reconstruction, nous soulignons que l’exclusion de tout groupe de la société iraquienne pourrait avoir un effet paralysant. L’impunité peut également avoir un impact négatif sur le processus de réconciliation. C’est pourquoi nous encourageons le Gouvernement à faire appliquer le principe de responsabilité pour les violations du droit international et invitons la MANUI à épauler le Gouvernement dans cette entreprise, conformément aux principes de souveraineté et d’intégrité territoriale.

Pour conclure, nous renouvelons notre appui à la MANUI et encourageons les pays de la région et la communauté internationale à contribuer au renforcement des capacités nationales de l’Iraq afin de favoriser sa reconstruction.

Enfin, et non des moindres, je présente nos condoléances aux familles des Casques bleus récemment tués au Mali. Qu’ils reposent en paix et que le travail qu’ils ont accompli ne soit jamais oublié.

Annexe XI

Déclaration de M. Jerry Matjila, Représentant permanent de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies

Nous remercions la Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'Iraq et Cheffe de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI), Jeanine Hennis-Plasschaert, de son exposé très instructif.

L'Afrique du Sud est pour le renouvellement du mandat de la MANUI, sous sa forme actuelle, car la Mission est un partenaire du Gouvernement iraquien dans ses efforts de reconstruction et de développement après le conflit et fournit une aide humanitaire indispensable dans tout le pays.

L'Afrique du Sud tient à féliciter le Gouvernement iraquien pour les mesures qu'il a prises afin de lutter contre la menace de la maladie à coronavirus (COVID-19). La pandémie a un impact plus important sur les pays qui sortent d'un conflit, comme l'Iraq. Nous appelons la communauté internationale des donateurs à continuer de fournir l'aide humanitaire et les fournitures médicales dont le Gouvernement iraquien a tant besoin pour faire face à la COVID-19.

L'une des conséquences négatives malheureuses du virus est l'augmentation de la violence domestique. Le Gouvernement iraquien doit veiller à la protection des femmes, fournir les services de soutien nécessaires et s'engager à poursuivre les auteurs de violence domestique.

En ce qui concerne l'évolution de la situation politique, l'Afrique du Sud félicite le Gouvernement et le peuple iraquiens pour la nomination du Premier Ministre Mustafa Al-Khadimi. Nous attendons avec intérêt que le Gouvernement soit formé au complet, en espérant qu'il permettra à l'Iraq de mettre en œuvre de nouveaux programmes visant à améliorer la vie de tous les Iraquiens, à équilibrer les relations extérieures, à préserver la souveraineté iraquienne et à assurer le retour des personnes déplacées vers leurs lieux d'origine.

L'Afrique du Sud soutient les efforts en vue de former un gouvernement inclusif permettant à tous les groupes de la société iraquienne d'être représentés dans les structures de gouvernance. La réconciliation et l'unité nationales sont essentielles en Iraq si l'on veut éviter des problèmes liés à la fracture des politiques et actions gouvernementales à l'avenir.

L'Afrique du Sud note avec satisfaction la manière fraternelle dont le Gouvernement central iraquien et le Gouvernement régional du Kurdistan sont parvenus à un accord en ce qui concerne la production pétrolière. Il est également indispensable qu'ils poursuivent le dialogue sur le partage des revenus du pétrole, en particulier à la lumière des graves défis économiques. L'appel du Secrétaire général à agir sans attendre pour renforcer l'immunité de nos sociétés au virus de la haine est on ne peut plus d'actualité.

L'Iraq continue de se heurter à de graves problèmes qui accélèrent la propagation de l'extrémisme et se trouve mêlé à des rivalités régionales qui découlent des mésaventures militaires d'autres pays. Nous voudrions reprendre à notre compte les appels que le Secrétaire général a adressés aux partenaires internationaux et régionaux pour qu'ils fassent preuve de retenue, œuvrent sans attendre à la désescalade, soutiennent l'Iraq dans ses efforts pour maintenir la sécurité et la stabilité et l'empêchent de devenir le théâtre de conflits extérieurs.

L'Afrique du Sud appuie le renforcement du contrôle de tout le territoire par l'armée iraquienne, ainsi que les efforts du Gouvernement pour éliminer la menace posée par l'État islamique d'Iraq et du Levant.

La paix et la sécurité sont fondamentales pour que l'Iraq puisse développer ses infrastructures, faire croître son économie et fournir des services de base à tous ses citoyens. L'Afrique du Sud souhaite souligner les excellents résultats de la Commission de consolidation de la paix s'agissant de soutenir le Gouvernement dans ses efforts d'inclusion, en particulier en ce qui concerne le renforcement des institutions et le développement après la reconstruction.

L'Afrique du Sud juge encourageants les efforts que les Gouvernements koweïtien et iraquien déploient pour collaborer afin de retrouver les nationaux koweïtiens et d'États tiers portés disparus, ainsi que les biens koweïtiens disparus, notamment les archives nationales. L'évolution positive observée à cet égard, telle qu'elle ressort du rapport du Secrétaire général (S/2020/358), nous incite à l'optimisme. Nous invitons instamment les deux pays à collaborer avec les institutions compétentes des Nations Unies pour résoudre les questions en suspens.

En guise de conclusion, l'Afrique du Sud réaffirme son soutien à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Iraq, conformément aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, et continue d'appuyer la MANUI dans l'exécution de son mandat.

L'Afrique du Sud se fait l'écho des sentiments exprimés par la Représentante spéciale Hennis-Plasschaert, à savoir que l'Iraq ne peut s'offrir le luxe d'attendre. Le peuple iraquien doit mettre de côté ses divergences et s'unir pour construire un Iraq qui appartient à toute la population et pour garantir une paix durable.

Annexe XII

Déclaration de M. James Roscoe, Représentant permanent adjoint par intérim du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je me joins aux autres pour condamner les récentes attaques contre les soldats de la paix au Mali. Ceux qui commettent de tels actes sont les ennemis de la paix. Tout ce qu'ils font, c'est nous encourager à redoubler d'efforts dans ce pays.

Je voudrais commencer par remercier la Représentante spéciale, Jeanine Hennis-Plasschaert, pour son exposé détaillé. Comme d'autres, nous nous félicitons que le Parlement ait confirmé la nomination de Mustafa Al-Kadhimi en tant que nouveau Premier Ministre iraquien et que la plupart des membres du Gouvernement aient été désignés. Ainsi que le Ministre des affaires étrangères de notre pays l'a fait savoir au Premier Ministre Al-Kadhimi le 12 mai, le Royaume-Uni est déterminé à apporter son appui au nouveau Gouvernement afin de relever les défis auxquels l'Iraq est confronté.

Nous demandons instamment au Parlement iraquien de pourvoir rapidement les postes ministériels restants afin de permettre au Gouvernement de répondre aux besoins de l'ensemble de la population iraquienne. Nous encourageons le nouveau Gouvernement à travailler en étroite collaboration avec la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) au cours des prochains mois.

Comme l'ont dit d'autres membres du Conseil, la maladie à coronavirus (COVID-19) constitue une grave menace pour l'Iraq, à l'image de tous les autres pays. Nous saluons les mesures prises par le Gouvernement fédéral et par le Gouvernement régional du Kurdistan pour garantir la sécurité de leurs citoyens tandis qu'ils luttent contre la COVID-19. Nous nous félicitons de l'unité dont les dirigeants politiques et religieux font preuve durant cette période. Le Royaume-Uni soutient les efforts déployés par l'Iraq pour lutter contre la pandémie, notamment en fournissant une aide de plus de 12 millions de dollars à cette fin.

Mais comme l'a indiqué la Représentante spéciale Hennis-Plasschaert, l'incidence de la COVID-19 et la chute des cours mondiaux du pétrole n'ont fait qu'aggraver les graves difficultés économiques auxquelles l'Iraq est confronté. Pour relever ces défis, l'Iraq devra entreprendre des réformes difficiles et aura besoin de l'appui soutenu de la communauté internationale. À cet égard, nous espérons que le nouveau Gouvernement prendra rapidement contact avec les institutions financières internationales. Le Royaume-Uni a contribué à hauteur de plus de 19 millions de dollars au Fonds pour les réformes et la reconstruction en Iraq, mis en place par la Banque mondiale, et nous espérons que d'autres pays envisageront de faire de même.

Nous engageons instamment le Gouvernement de la Région du Kurdistan et le Gouvernement iraquien à continuer à remédier aux problèmes de sécurité de l'Iraq. Il s'agit notamment de faire progresser les négociations sur les territoires faisant l'objet d'un différend interne. Nous nous joignons aux autres membres du Conseil pour exprimer notre inquiétude face à la fréquence croissante des attaques de Daech ces derniers mois, qui ont culminé avec la mort d'un certain nombre de membres de la police fédérale iraquienne et des forces de mobilisation populaire les 2 et 3 mai. Comme les autres membres de la Coalition internationale contre Daech, le Royaume-Uni reste déterminé à soutenir l'Iraq dans ses efforts pour empêcher une résurgence de Daech. Cela doit être notre priorité.

À cet égard, nous condamnons les actions des groupes opérant en Iraq, qui ont entraîné la mort du caporal Brodie Gillon et de deux soldats américains le 11 mars, ainsi que les nouvelles attaques du 14 mars qui ont blessé des soldats américains

et iraquiens. Nous exhortons le Gouvernement iraquien à prendre rapidement des mesures contre ceux qui ont causé la mort de soldats de la Coalition et de soldats iraquiens et de prévenir de futures attaques.

La formation d'un nouveau gouvernement est l'occasion de répondre aux demandes légitimes exprimées lors des manifestations de ces derniers mois et d'enquêter sur ceux qui ont fait un usage excessif de la force contre les manifestants et de les tenir pour responsables. Nous nous félicitons des premières mesures prises par le Gouvernement à cet égard.

Nous nous félicitons également que la MANUI soit prête à soutenir les efforts consentis par le Gouvernement iraquien pour procéder aux préparatifs techniques des élections, notamment grâce au soutien continu de la Mission à la Haute Commission électorale indépendante. Le Gouvernement iraquien et la MANUI doivent travailler ensemble à la fourniture d'une assistance et d'un soutien techniques pour les futures élections.

Il faut également se féliciter de la coopération continue entre la communauté internationale et le Gouvernement iraquien. Nous prenons note de la décision des États-Unis de prolonger les dérogations permettant à l'Iraq de continuer à importer du gaz et de l'électricité d'Iran.

Le Royaume-Uni prend note de la récente cent-douzième réunion du Sous-Comité technique et déplore le report de la réunion suivante. Nous notons toutefois que l'exhumation d'un troisième charnier le 31 janvier prochain permettra de fermer le site, dont les Koweïtiens ont besoin depuis longtemps.

Nous exhortons la communauté internationale à soutenir les efforts menés par le nouveau Gouvernement iraquien pour résoudre les problèmes urgents auxquels le pays est confronté dans les domaines de la santé, de l'économie, de la sécurité et de la politique. Le succès du nouveau Gouvernement iraquien est dans notre intérêt à tous.

Annexe XIII

Déclaration de Mme Kelly Craft, Représentante permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je voudrais commencer par exprimer notre condamnation de l'attaque du 10 mai contre un convoi appartenant à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali et exprimer nos plus sincères condoléances aux familles des victimes au Tchad. Nous rappelons qu'il importe d'assurer la sécurité des soldats de la paix et nous appelons le Gouvernement malien à enquêter rapidement sur cette attaque et à en traduire les auteurs en justice.

J'ai eu le grand plaisir de m'entretenir ce matin avec la Représentante spéciale Jeanine Hennis-Plasschaert. Je conviens avec elle que les défis sont nombreux. Je peux dire au Conseil qu'elle est certainement à la hauteur du défi à relever. Après m'être entretenue avec elle, je me fais l'écho de sa déclaration et je suis plus confiante que jamais que les élections iraquiennes seront le fait du peuple iraquien et qu'elles lui seront bénéfiques. Je la remercie beaucoup pour le temps qu'elle m'a consacré ce matin, car cela m'a donné la confiance nécessaire pour communiquer avec l'Administration Trump qui, comme le Conseil le sait, s'est entretenue hier avec le Premier Ministre iraquien. Notre conversation m'a inspiré une très grande confiance.

La confirmation la semaine dernière du Premier Ministre Al-Kadhimi par la Chambre des députés de l'Iraq est un accomplissement considérable. Face à la maladie à coronavirus (COVID-19), à la faiblesse des prix du pétrole et aux problèmes économiques et de sécurité de longue date, notamment le contrôle des groupes armés par l'État, l'Iraq n'aurait pas pu demander un dirigeant plus compétent. Avec M. Al-Kadhimi comme Premier Ministre et la Représentante spéciale Hennis-Plasschaert à la tête de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI), le pays est bien placé pour relever ses nombreux défis. L'Administration Trump attend avec intérêt d'aider le nouveau Gouvernement iraquien à réaliser son programme audacieux et à offrir une vie de dignité, de sécurité et de prospérité à tous les Iraquiens.

La pandémie de COVID-19 est une menace mondiale, une menace que nous n'avons pas vue depuis 100 ans. Comme nous ne le savons que trop bien, ce virus ne connaît pas de frontières et ne fait aucune discrimination fondée sur des identités communautaires ou sectaires. Le nouveau Gouvernement iraquien devra être vigilant et proactif pour s'assurer que la COVID-19 ne réduise pas à néant les progrès que nous avons bataillé dur pour réaliser en vue de rétablir la stabilité en Iraq. Afin d'empêcher un tel retour en arrière, les États-Unis ont fourni près de 30 millions de dollars d'aide à l'Iraq pour lutter contre la COVID-19. Ce financement contribue à la mise en œuvre d'un plan d'urgence de santé publique, à la préparation des laboratoires à des recherches médicales et bien plus encore. Il s'appuie également sur l'investissement à long terme de mon pays en Iraq – plus de 70 milliards de dollars d'aide au cours des 20 dernières années, dont près de 4 milliards de dollars en faveur du secteur de la santé.

Mais le financement seul ne suffira pas. Et sur cette note, nous devons reconnaître que de nombreux acteurs de l'aide humanitaire, y compris les partenaires des États-Unis, continuent de faire état d'entraves à l'accès à la fourniture d'aide humanitaire sur le terrain. Nous saluons les activités menées par la MANUI pour résoudre ce problème, et nous demandons instamment aux autorités iraquiennes de trouver une solution permanente pour assurer l'acheminement de l'aide vitale.

Nous ne pouvons pas oublier et n'oublierons pas les manifestants iraquiens de tous horizons qui ont exprimé leurs revendications légitimes d'ordre économique et

dans le domaine de la gouvernance. Nous n’oublierons pas non plus les violations des droits de l’homme perpétrées à leur encontre au cours des derniers mois. Le travail, qu’accompli la MANUI, en matière de suivi et de documentations de ces violations des droits de l’homme et d’atteintes à ces droits est inestimable. Le nouveau Gouvernement iraquien doit suivre la trace écrite de ces violations et atteintes et traduire en justice les responsables.

La Représentante spéciale a souligné l’engagement continu de la MANUI dans le dossier des personnes disparues et des archives koweïtiennes. Nous nous félicitons une fois de plus de ces efforts.

Enfin, je voudrais réitérer notre ferme conviction que des élections crédibles représentent la meilleure chance pour l’Iraq d’introduire des changements structurels, de véritables réformes et une vie meilleure pour tous ses citoyens. Nous exhortons la MANUI à écouter l’appel des Iraquiens de tous les horizons politiques et sociaux – un appel demandant des élections appuyées par l’ONU, dirigées et contrôlées par les Iraquiens et qui, comme l’a dit la Représentante spéciale, doivent être libres et régulières. Avec l’aide de la MANUI, le Gouvernement iraquien peut rétablir la confiance du public dans les élections et fournir un véhicule crédible pour l’exécution de la volonté du peuple.

Annexe XIV

Déclaration de M. Dang Dinh Quy, Représentant permanent de la République socialiste du Viet Nam auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je me joins à mes collègues pour adresser nos plus sincères condoléances aux Casques bleus de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, tombés au combat.

Je voudrais tout d'abord remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'Iraq et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI), Jeanine Hennis-Plasschaert, pour son exposé instructif. Je tiens également à saluer la présence du Représentant permanent de l'Iraq à notre séance d'aujourd'hui.

Sur fond de complexités persistantes au regard de la situation dans le pays, nous nous félicitons vivement de la nomination du premier Gouvernement officiel de l'Iraq depuis décembre, sous la direction du Premier Ministre Al-Kadhimi. Nous prenons note de la récente décision du Conseil supérieur de la magistrature de libérer les manifestants, et de la déclaration du Premier Ministre selon laquelle toutes les retraites seraient versées dans les jours à venir. Compte tenu des difficultés rencontrées ces derniers mois pour parvenir à un accord sur cette position critique, il est de la plus haute importance que toutes les parties iraquiennes travaillent en étroite collaboration, en tenant compte des préoccupations de chacun.

Nous sommes également heureux de constater que les mesures prises par le Gouvernement pour lutter contre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) portent leurs fruits. À l'instar de nombreux autres pays, ces mesures rigoureuses, si sévères soient-elles, ont permis de limiter le nombre de cas et de décès dus à la COVID-19 en Iraq, qui affiche un bilan parmi les plus faibles de la région. Bien que ces réalisations aient contribué à l'assouplissement du couvre-feu et du confinement ces derniers jours, il faut continuer d'appliquer les mesures requises pour éviter qu'une deuxième vague d'infections ne se produise dans les semaines à venir.

Certes, la pandémie constitue un défi grave et immédiat pour l'Iraq, mais des problèmes de longue date restent à résoudre. La pandémie a eu des conséquences dévastatrices sur tous les Iraquiens, sans exception. L'effondrement du prix du pétrole a encore rogné les maigres ressources dont dispose le Gouvernement. Aujourd'hui, ces outils sont de plus en plus dépassés par l'ampleur des difficultés économiques et de l'instabilité sociale qui sévissent dans les gouvernorats et les régions d'Iraq. Ces dernières menacent d'annuler les résultats acquis au prix de durs efforts ces dernières années s'agissant du développement économique du pays. Récemment, le Fonds monétaire international (FMI) a pronostiqué pour cette année une baisse de 4,7 % du produit intérieur brut iraquien. Le Gouvernement a dû demander au FMI un report de dette car le déficit budgétaire a augmenté de façon exponentielle.

L'instabilité économique a été encore aggravée par des incertitudes sur les plans de la politique et de la sécurité. Comme le note le Secrétaire général dans son rapport (S/2020/363), un nombre croissant d'incidents ont été causés par des terroristes, notamment ceux de l'État islamique d'Iraq et du Cham (Daech). La pandémie et la suspension temporaire de certaines des activités de la coalition mondiale contre Daech ont créé un terrain propice à la multiplication des actes terroristes. À cet égard, nous relayons l'appel à continuer d'assurer ressources, attention et volonté politique afin de pérenniser les efforts antiterroristes en Iraq.

Nous appelons toutes les parties en Iraq à s'engager à livrer des efforts soutenus pour réaliser la réconciliation nationale, et à coopérer pour élaborer un

plan global à long terme visant à répondre aux aspirations économiques et politiques légitimes du peuple iraquien. Il est important d'engager un dialogue sincère qui tienne compte des intérêts et des vues de toutes les parties, qu'elles soient politiques ou religieuses. En effet, il y aurait davantage de certitude politique si la loi électorale était officiellement promulguée. Nous espérons que les efforts visant le retour des nationaux et biens koweïtiens portés disparus, notamment les archives nationales, reprendront dès que la pandémie sera dûment maîtrisée.

Pour que le peuple et le Gouvernement iraquiens puissent relever les défis susmentionnés, la communauté internationale doit rester déterminée à fournir une aide et un soutien supplémentaires à l'Iraq. La souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Iraq doivent être respectées. Nous relayons l'appel lancé par le Secrétaire général aux partenaires internationaux et régionaux pour qu'ils fassent preuve de retenue, s'attellent à une désescalade immédiate et appuient l'Iraq dans ses efforts pour maintenir la sécurité et la stabilité.

Remédier à la situation humanitaire en Iraq reste également une priorité. Nous demandons aux Nations Unies, aux organisations internationales et aux États Membres de continuer à apporter leur aide à cet égard. Nous accueillons favorablement les précieuses contributions apportées par plusieurs partenaires et donateurs ces derniers mois.

Dernier point, mais non le moindre, nous tenons à faire part de notre appréciation face aux efforts déployés par la Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la MANUI pour aider le peuple et le Gouvernement iraquiens. En dépit de nombreuses difficultés, la Représentante spéciale et la MANUI ont mené à bien toute une série d'activités ô combien nécessaires. Compte tenu des instabilités qui persistent en Iraq, nous sommes favorables à la prolongation du mandat de la Mission dans les jours à venir.

Annexe XV

Déclaration de M. Mohammed Hussein Bahr Aluloom, Représentant permanent de l'Iraq auprès de l'Organisation des Nations Unies

Avant tout, je tiens à féliciter, Représentant permanent de la République d'Estonie, Sven Jürgenson, de l'accession de son pays à la présidence du Conseil de sécurité ce mois. En outre, je remercie sincèrement l'Envoyé spécial de la République dominicaine auprès du Conseil de sécurité, José Singer Weisinger,, pour la compétence avec laquelle il a géré les travaux du Conseil le mois dernier.

Je tiens également à remercier de son exposé la Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI), Jeanine Hennis-Plasschaert.

Qu'il me soit permis à présent de donner lecture de la déclaration suivante au nom du Premier Ministre iraquien, Mustafa Al-Kadhimi.

> « Les défis auxquels l'Iraq se heurte dans divers domaines, qu'ils soient d'ordre économique, sécuritaire, sanitaire ou social, sont considérables, mais notre volonté de les relever l'est au moins autant. Tous les Iraquiens, de Bassora au Kurdistan, entendent coopérer pour instaurer la stabilité et surmonter ces défis. À cet égard, je voudrais rappeler notre expérience de lutte collective pour venir à bout de l'État islamique d'Iraq et du Levant (, également connu sous le nom de Daech.
>
> Les membres de mon gouvernement sont conscients des nombreuses difficultés qui nous attendent : une pandémie susceptible de déborder un système de santé qui sort de longues années de négligence et de développement inadéquat ; une crise économique exacerbée par notre dépendance vis-à-vis du pétrole ; et un déficit de confiance entre plusieurs segments de la société iraquienne, en particulier entre les jeunes et les institutions publiques, lequel a entraîné une grande vague de manifestations depuis octobre 2019.
>
> Nous sommes conscients que le fait d'assumer la responsabilité de former un gouvernement et de diriger le pays dans de telles conditions n'est pas un privilège, mais une mise à l'épreuve de notre foi dans notre pays et son peuple – une mise à l'épreuve à laquelle nous ne pouvons pas nous soustraire. Mon gouvernement a été formé en réponse à une crise politique, mais il aspire à être un Gouvernement qui apporte des solutions. Nous entendons nous attaquer aux problèmes urgents. Comme je l'ai déclaré lorsque j'ai dévoilé le programme de mon gouvernement – qui, depuis, a été approuvé par le Parlement iraquien –, nous sommes convaincus que, pour atteindre l'objectif de trouver des solutions, certaines mesures doivent être prises au préalable.
>
> Premièrement, la souveraineté de l'État doit être préservée et honorée. Deuxièmement, l'état de droit doit être renforcé et l'État doit reprendre le contrôle total des forces armées nationales. Troisièmement, nous devons nous attacher à empêcher les puissances étrangères de projeter leurs conflits et leurs rivalités en Iraq, ce qui a menacé notre stabilité, ou de se servir de l'Iraq comme d'une base pour attaquer d'autres pays. La souveraineté et l'indépendance de l'Iraq sont cruciales pour la stabilité et la sécurité de la région, dont nous pensons qu'elles peuvent être renforcées en nouant des relations amicales avec tous les pays.
>
> Il me semble important d'évoquer ici brièvement les autres priorités de mon gouvernement. Le Gouvernement s'engage à tirer parti de toutes les capacités de l'État pour lutter contre la pandémie de maladie à

coronavirus (COVID-19), notamment en soutenant le dispositif spécialisé et en fournissant des médicaments et du matériel médical au public, en plus d'être ouvert à un soutien de la communauté internationale et à son expérience à cet égard, ainsi qu'en mettant en place un système de soins de santé moderne et tourné vers l'avenir.

Le Gouvernement s'engage à faire respecter l'autorité de l'État en contrôlant la détention d'armes et en limitant la possession d'armes aux institutions gouvernementales et militaires, ainsi qu'en faisant respecter l'état de droit.

Le Gouvernement s'engage à rédiger une loi budgétaire spéciale pour répondre à la crise économique en cours et à l'effondrement des prix du pétrole. Cette loi doit s'attaquer aux problèmes de tous les gouvernorats, y compris ceux du sud, qui souffrent de pénuries, et ceux qui ont été détruits par Daech, ainsi qu'aux difficultés de la Région du Kurdistan, en se concentrant globalement sur la diversification des sources de revenus.

Le Gouvernement s'engage à entamer un dialogue national franc et responsable avec toutes les composantes de la société pour répondre aux revendications des manifestants pacifiques et mettre en œuvre ses priorités nationales. En outre, le Gouvernement lancera une vaste campagne d'établissement des faits et de responsabilisation concernant les incidents violents qui se sont produits dans le cadre des manifestations, pour veiller à ce que les personnes qui ont versé le sang d'Iraquiens soient poursuivies en justice et les familles des martyrs et les blessés reçoivent l'assistance nécessaire.

Le Gouvernement s'engage à sauvegarder la souveraineté et la sécurité de l'Iraq et à formuler une vision nationale commune pour négocier la présence des forces étrangères en Iraq. Cette vision s'inscrira dans le cadre de la protection de la sécurité du pays et de la poursuite de la lutte contre le terrorisme.

Le Gouvernement s'engage à lutter contre la corruption en mettant en place des mécanismes juridiques et des mesures concrètes pour protéger les biens publics, promouvoir le rôle des institutions judiciaires et procéder au recouvrement des fonds publics en Iraq et à l'étranger.

Le Gouvernement s'engage à promouvoir les valeurs de la citoyenneté et le respect de la diversité religieuse, ethnique et nationale en Iraq, en rejetant toute forme de discrimination religieuse, sectaire ou fondée sur la nationalité entre les citoyens.

Pour mettre en œuvre les priorités susmentionnées, le Gouvernement, lors de sa première réunion, tenue le 9 mai, a adopté les décrets suivants : procéder immédiatement au versement des pensions ; créer un comité d'établissement des faits chargé d'enquêter sur les violences perpétrées contre des manifestants pacifiques et de dédommager les personnes qui ont été blessées, de traduire les auteurs de ces actes en justice et d'indemniser les familles des martyrs et des blessés ; libérer, en coordination avec le Conseil supérieur de la magistrature, tous les détenus qui ont participé aux manifestations d'octobre ; créer un comité d'experts chargé d'évaluer et de formuler des recommandations en vue de l'élaboration d'un cadre juridique pour les élections, de présenter des recommandations en vue de l'établissement de la version définitive de la loi électorale nationale ou de sa modification et des meilleures pratiques pour aider la Haute Commission électorale indépendante à organiser des élections anticipées ; et créer un comité spécial chargé de préparer le dialogue

stratégique avec les États-Unis d'Amérique conformément à l'objectif de préservation de la souveraineté nationale de l'Iraq.

La lutte contre le terrorisme est au cœur de la stratégie de sécurité de mon gouvernement, ainsi que de son objectif qui consiste à préparer le terrain pour la reconstruction des villes libérées et le retour des citoyens déplacés. À cette fin, nous mènerons des négociations avec la Coalition mondiale contre l'État islamique d'Iraq et du Cham sur la présence des troupes internationales en Iraq, sur la base d'une vision nationale partagée et inclusive.

L'Iraq se félicite de tous les efforts entrepris jusqu'à présent pour rapatrier les membres des familles des combattants terroristes étrangers et exhorte les autres pays à consentir au retour de leurs citoyens dont la culpabilité n'a pas été établie. Des efforts concertés de réadaptation et d'intégration des victimes du terrorisme s'imposent d'urgence, notamment dans les zones qui ont été libérées.

L'Iraq confirme son engagement ferme à établir des relations d'amitié et de coopération avec nos voisins et la communauté internationale dans son ensemble. Dans ce contexte, la coopération avec le Koweït reste l'une des principales priorités de l'Iraq. Nous concentrons une grande partie de nos efforts à rechercher les nationaux du Koweït portés disparus et à nous acquitter de toutes nos obligations envers leurs familles endeuillées. Le Ministère iraquien de la défense poursuit ses activités d'exhumation des dépouilles sur les sites de Samaoua, de Khamissiyé, de Radouaniyé, de Karbala, de Salman Pak et d'Al-Burjusiya. Dans le même temps, l'Iraq prie la Commission tripartite et l'État du Koweït d'accélérer le processus d'annonce des résultats des tests ADN effectués sur les dépouilles de 47 personnes portées disparues qui ont été retrouvées et remises aux autorités koweïtiennes en août 2019.

Les efforts laborieux de recherche qui se poursuivent ont permis de retrouver d'autres archives koweïtiennes. Le Ministère iraquien des affaires étrangères était censé restituer ces archives en avril mais ce transfert a été reporté du fait des circonstances imposées par la pandémie de COVID-19.

En ce qui concerne l'indemnisation, un paiement de 440 millions de dollars a été effectué le 28 avril, ce qui laisse un solde impayé de 2,8 milliards de dollars. Du fait de cette situation précaire, l'Iraq se trouve dans une position extrêmement difficile qu'aucun gouvernement ne peut maintenir sans la coopération et la solidarité internationales. Dans ces circonstances difficiles, la formation du nouveau Gouvernement est une preuve supplémentaire du succès de la démocratie en Iraq, où le transfert du pouvoir a été effectué pacifiquement, conformément à la Constitution.

En conséquence, nous voudrions que le Conseil de sécurité apporte son appui à l'Iraq en aidant le nouveau Gouvernement à réaliser ses priorités de la manière suivante : en condamnant les violations de la souveraineté de l'Iraq par tout État Membre et en prévenant de tels actes à l'avenir ; en aidant le Gouvernement nouvellement formé à relever les principaux défis auxquels il est confronté, notamment en ce qui concerne la COVID-19 et la crise économique et financière ; et en coopérant activement avec l'Iraq dans la guerre contre le terrorisme, où l'Iraq est toujours en première ligne.

L'Iraq se félicite de l'appui apporté par la communauté internationale et réaffirme que le succès du nouveau Gouvernement repose principalement sur l'appui qui sera apporté au pays pour préserver sa souveraineté nationale.

Je tiens à remercier tout particulièrement le Secrétaire général pour ses positions de soutien à l'égard de l'Iraq, et nous espérons que la communauté internationale continuera d'apporter son appui au peuple de mon pays pour lui permettre de parvenir à la stabilité et à la prospérité. Je remercie tout particulièrement la Cheffe de la MANUI et son équipe pour les efforts inlassables qu'ils ont déployés au cours des 12 derniers mois. Nous nous réjouissons à l'avance de la prorogation par le Conseil de sécurité du mandat de la MANUI pour une année supplémentaire ».